

Les crises se suivent, elles s'additionnent et aujourd'hui la pandémie se conjugue avec guerre. Le gouvernement lui, n'a pas attendu le début du conflit pour chercher à museler les revendications du monde du travail, à commencer par celle plus qu'essentielle de la hausse de salaires.

La hausse récente de l'inflation et la perte du pouvoir d'achat alimentent bien sûr les demandes des travailleur-se-s, d'autant que la part des dépenses dites « contraintes » ne cesse d'augmenter.

Mais au-delà de faire face aux difficultés du quotidien, c'est la reconnaissance de leur travail qu'ils et elles attendent et revendiquent. Les applaudissements, les mots d'encouragement, ne font pas plus illusion aujourd'hui qu'hier pour celles et ceux qui chaque jour par leur travail font vivre notre pays.

La logorrhée gouvernementale voudrait nous faire admettre que la hausse des salaires contribuerait à détruire des emplois, ce qu'aucune étude économique ne démontre. Cela ne suffisant pas, le gouvernement martèle que les hausses de salaires augmenteraient en retour l'inflation (ce qui réduirait le poids de l'endettement et de l'État et des entreprises), alors que l'inflation est aujourd'hui essentiellement tirée par la situation géopolitique et la question énergétique.

Comment se fait-il à l'inverse que l'explosion des profits et des versements aux actionnaires du CAC 40 (en pleine crise !) n'interroge pas plus ? Les chiffres qui attestent de ce gavage sont pourtant indiscutables : 70 milliards d'euros versés aux actionnaires en 2021, grâce aux aides publiques sans contreparties. S'il y a bien une inflation à laquelle il faut mettre un terme, c'est celle des profits !

Voilà de quoi nous mobiliser et lutter contre le mensonge de « l'impossibilité d'augmenter les salaires », de répartir les richesses, et de changer le système de production ?

C'est tout le sens du plan de rupture CGT dans lequel s'inscrivent, entre autres, les hausses de salaire.

Plus que jamais, c'est l'expression du rapport de force en tous lieux qui permettra de gagner des hausses de salaires.

En commençant par le Smic, et par l'indexation et la répercussion automatique de la hausse sur les minima de branches.

Les moyens financiers existent, charge à nous par la mobilisation de toute la CGT avec les travailleur-se-s de gagner sur notre revendication historique de la hausse des salaires. Il est urgent d'agir !

fichiers:



[Télécharger lettre_eco_fevrier_-_mars_2022.pdf](#) (1.71 Mo)

Public: [Note Economie Confédérale](#)

- [=A](#)
- [±A](#)
- [Version imprimable](#)
- [version PDF](#)

Leave this field blank